

Déconstruction du bâtiment 36 Pharmacie + annexe

MAITRE D'OUVRAGE

**EPSM G.DAUMEZON
1 Route de Chanteau**

C. C. T. P.

**Lot N°01 DECONSTRUCTION
DESAMIANTAGE DEPLOMBAGE**



Cabinet GILBERT
Economiste de la Construction

87 Rue du Faubourg Saint Vincent - 45000 ORLEANS

Sommaire

DECONSTRUCTION DESAMANTAGE DEPLOMBAGE	6
1 CHAPITRE A PRECRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	6
1.1 ETENDUE DE PRESTATIONS.....	6
1.1.1 Définition du projet	6
1.1.2 Généralités	6
1.1.3 Qualifications de l'entreprise	6
1.1.4 Démarches et formalités	6
1.1.5 Environnement.....	7
1.2 TRAVAUX PRELIMINAIRES.....	7
1.2.1 Généralités	7
1.2.2 Protection des végétaux.....	7
1.2.3 Référé préventif.....	7
1.2.4 Constat d'huissier	7
1.2.5 Repérage des démolis.....	7
1.2.6 Moyens d'exécution.....	7
1.3 DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES A L'AMIANTE	8
1.3.1 Étendue des travaux	8
1.3.2 Travaux préparatoires.....	9
1.3.3 Garantie de résultat	9
1.3.4 Conformité aux règlements, normes et règles de l'art.....	9
1.3.5 Frais à prévoir par l'entreprise	11
1.3.6 Elimination des déchets	11
1.3.7 Etat des lieux	11
1.3.8 Transport, stockage, conservation.....	11



1.4	DEMOLITIONS TOTALES D'OUVRAGES	12
1.5	TRAVAUX DE TERRASSEMENT	12
1.6	GRAVOIS - TERRE EXEDENTAIRES.....	12
1.6.1	Gravois	12
1.6.2	Végétaux.....	12
1.6.3	Terres excédentaires	12
1.7	RECEPTION DES OUVRAGES.....	13
1.7.1	Principe.....	13
1.7.2	Ouvrages démolis.....	13
1.7.3	Remblais.....	13
1.8	PIECES PARTICULIERES.....	13
2	CHAPITRE B PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	14
2.1	PREPARATION	14
2.1.1	Note préliminaire.....	14
2.1.2	Protection des végétaux.....	14
2.1.3	Travaux préparatoires.....	14
2.1.4	Dépose du mobilier existant non réemployé	15
2.2	Travaux liés à l'amiante et au plomb.....	15
2.3	TRAVAUX DE DEPLOMBAGE	16
2.3.1	Méthodologie d'exécution	16
2.3.2	Dépose d'ouvrage plombés	16
2.3.3	Dépose de revêtement plombés	16
2.4	TRAVAUX DE DESAMANTAGE	17
2.4.1	Plan de retrait.....	17
2.4.2	Confinement.....	17
2.4.3	Sas	17



2.4.4	RETRAIT DE CANALISATION EN AMIANTE CIMENT	18
2.4.5	RETRAIT DE COUVERTURE AMIANTE CIMENT	18
2.4.6	RETRAIT DE MATERIAUX BITUMINEUX.....	18
2.4.7	DECHETS EN ISDD CLASSE 1	19
2.4.8	DECHETS EN ISDND CLASSE 2.....	19
2.4.9	DECOUVERTE D'ELEMENTS AMIANTES NON REPERTORIES	19
2.5	Rapport final d'intervention.....	20
2.6	DECONSTRUCTION	20
2.6.1	Note préliminaire.....	20
2.6.2	Déconstruction.....	20
2.6.3	Gravois et terres excédentaires.....	20
2.7	VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS.....	21
2.7.1	Précisions de réemploi par la maîtrise d'ouvrage.....	21
2.7.2	Terrassements périphériques.....	21
2.7.3	Dépose de bordures T2	21
2.7.4	Dépose des revêtements de voiries	21
2.7.5	MODIFICATION RESEAUX EAUX PLUVIALES.....	22
2.7.5.1	Dépose de réseaux existants non conservés	22
2.7.5.2	Regard de raccordement.....	22
2.7.5.3	Canalisations	22
2.7.6	MODIFICATION RESEAU AEP	22
2.7.6.1	Citerneau	22
2.7.7	MODIFICATION RESEAUX ELEC	23
2.7.7.1	Conservation de réseaux informatiques.....	23
2.7.7.2	Dépose d'alimentations électriques enterrées.....	23
2.7.8	Remblaiement des vides	23



2.7.9	Apport de terre végétale 50cm.....	23
2.7.10	Rapport final d'intervention.....	23

1 CHAPITRE A PRECRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1.1 ETENDUE DE PRESTATIONS

1.1.1 Définition du projet

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet la description des travaux de déconstruction du bâtiment 36 (ancienne pharmacie) situé 1 Route de Chanteau sur le site de l'EPSM.

Il s'agit d'un bâtiment en R+1 avec combes et un sous-sol semi-enterré.

Les bâtiments présentent quelques ouvrages amiantés et de la peinture au plomb suivant les diagnostic réalisés par l'APAVE.

L'objectif final est la déconstruction complète de l'ouvrage avec à noter une prescription particulière sur le maintien en service de 3 câbles courants faibles présents dans le sous-sol et qui seront à intégrer dans une tranchée spécifique sous fourreaux adaptés.

1.1.2 Généralités

L'entrepreneur du présent lot devra l'exécution totale jusqu'à parfaite achèvement de tous les travaux de désamiantage, déplombage, déconstruction et remblaiement afin d'obtenir un terrain nu de toute construction.

L'entrepreneur garantira au maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre contre tout recours de l'administration ou de tiers pour l'inobservation de la réglementation générale et des règles de sécurité.

1.1.3 Qualifications de l'entreprise

Pour les travaux de retrait de MPCA, l'entreprise devra posséder les qualifications suivantes :

- Qualibat 1552 : « Traitement de l'amiante » ou équivalent.

Pour les travaux de démolition, l'entrepreneur devra posséder les qualifications suivantes :

- Qualibat 1111 : « Démolition (technicité courante) » ou équivalent

Pour les travaux de maçonnerie, l'entrepreneur devra posséder les qualification suivantes :

- Qualibat 2111 : « Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité courante) » ou équivalent

Ces qualifications sont à remettre en même temps que l'offre de prix

Le personnel affecté au retrait de l'amiante ne devra pas être du personnel à Contrat à Durée Déterminée ou intérimaire.

Les intervenant devront en outre être âgés de plus de 18 ans conformément à la législation des travailleurs sur matériaux amiantés.

Le cas échéant, pour les travaux préparatoires et notamment les travaux de confinement, ces conditions devront aussi être remplies.

L'emploi de stagiaires en cours de formation professionnelle sera obligatoirement soumis à une autorisation préalable de l'inspecteur du travail destinataire du plan de retrait.

1.1.4 Démarches et formalités

A la charge du lot:

Toutes les demandes d'autorisation de passage, de voirie, de police de circulation des camions et engins, de signalisation et d'une façon générale de toutes obligations pouvant ressortir de l'administration communale.

Toutes démarches d'autorisation et de prévention auprès des tiers pouvant être intéressés directement ou indirectement par les travaux du présent lot (voisinage par exemple).

Les DICT seront établis par le présent lot avant toute activité sur le site.



1.1.5 Environnement

L'offre de l'entreprise du présent lot comprendra toutes les sujétions liées directement ou indirectement à l'exécution de ses prestations, notamment et entre autres:

- prise du terrain en son état
- protection d'ouvrages construits sur le terrain et en mitoyenneté ainsi que de la végétation
- alimentations de chantiers
- nature du sol, hypothèse de résistance mécanique du sol
- toutes sujétions liées à la présence d'eau, avant ou pendant les travaux
- tous coltinages et transports, ramassages et nettoyages
- passages provisoires permettant l'accès des autres intervenants sur le site

1.2 TRAVAUX PRELIMINAIRES

1.2.1 Généralités

Tous les travaux de déconstruction tiendront compte des abords à protéger, ainsi que des nuisances à éviter à l'égard des tiers utilisateurs du chantier. En outre, les bâtiments voisins contigus au chantier devront être parfaitement protégés et tout empiètement sur celles-ci sera interdit.

L'exécution devra être faite en conséquence, avec les matériels appropriés.

Les engins utilisés seront conformes aux règlements en vigueur, notamment pour ce qui concerne leur insonorisation.

1.2.2 Protection des végétaux

L'entreprise veillera à ne pas porter atteinte à un végétal, toute intervention sur les végétaux devra être soumise à autorisation du maître d'ouvrage.

La remise en état des éventuels dommages causés aux ouvrages et espaces verts seront à la charge de l'entreprise intervenante conformément au cahier des charges de la protection des végétaux de l'EPSM joint en annexe du présent CCTP.

1.2.3 Référé préventif

Sans objet.

1.2.4 Constat d'huissier

Dans l'éventualité où le maître d'ouvrage ne réaliserait pas de référé préventif (article ci-dessus), le présent lot devra faire établir, à ses frais, un constat d'huissier concernant les voiries et bâtiments ou ouvrages existant conservés, situés tant sur la propriété du maître d'ouvrage que sur les propriétés voisines et au droit des raccordements de chantier.

Ce constat sera dressé contradictoirement avec l'entrepreneur, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, avant tous les travaux et après exécution du présent lot.

Les états des lieux seront provoqués par le présent lot, faute de quoi il devra en supporter toutes les conséquences.

1.2.5 Repérage des démolis

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra le repérage sur site des ouvrages ou parties d'ouvrages destinés à la démolition. Il les reportera également sur un plan de repérage avec photographies.

Il devra faire constater ce repérage au maître d'œuvre, et ne pourra exécuter ses travaux qu'après accord de ce dernier.

1.2.6 Moyens d'exécution

L'entrepreneur devra faire connaître au maître d'œuvre les moyens et matériels qu'il compte utiliser pour l'exécution de ses prestations, ainsi que le procédé ou la manière qu'il compte utiliser.

Ils feront l'objet d'un accord du maître d'œuvre.



L'entreprise transmettra une note méthodologique d'intervention incluant le repérage cité ci-dessus.

1.3 DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES A L'AMIANTE

1.3.1 Étendue des travaux

Les travaux de désamiantage et déplombage à réaliser dans le cadre de son marché sont les suivants :

Le titulaire est informé que les travaux de désamiantage ont lieu dans des bâtiments libre de toute occupation par d'éventuels utilisateurs pour toute la durée des travaux.

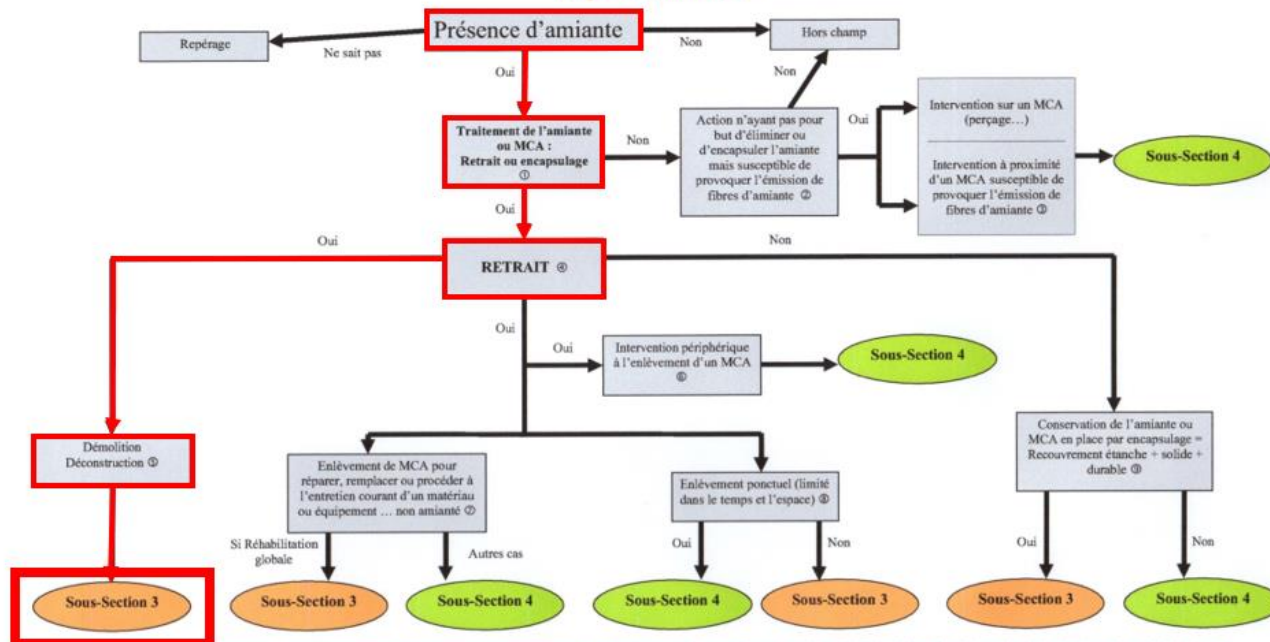
Selon l'analyse de risque du Maître de l'Ouvrage ces travaux de retrait des MPCA relèvent du cadre de la sous-section 3 et sont, de fait, réalisés par une entreprise qualifiée et formée répondant aux obligations réglementaires pour ces activités suivant le référentiel de certification conformément à la Norme NF 46-010. Cette norme est d'application obligatoire.

En complément du risque amiante, l'entreprise doit également prendre en compte l'ensemble des risques associés à son intervention. (Risques de chutes de hauteur par exemple)

L'analyse du risque amiante a été réalisée à partir des diagnostics listés ci-dessous et joints au présent DCE.

Diagnostic	Amiante	Plomb	En date du	Etabli par
83146-165812 A	X		25/12/2024	APAVE
165812 (DIAG ENROBE)	X		25/12/2024	APAVE
82460-164463 A	X		15/11/2024	APAVE
82460-164463 P		X	15/11/2024	APAVE

Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination*



* Hors équipements de travail, installations industrielles et ouvrages d'art métalliques (transmissions métalliques, ponts roulants, voies ferrées...) qui peuvent avoir la qualité d'immeubles par destination, mais qui nécessitent pour leur mode d'entretien une stratégie de maintenance périodique et qui relèvent de ce fait de la fiche relative aux opérations de maintenance sur les équipements industriels.
La notion, issue du code civil, d'immeubles par nature vise les ouvrages indissociables du sol et du sous-sol (immeubles bâtis, canalisations, etc.), tandis que celle d'immeubles par destination (article 524 du code civil) vise les éléments rendus solidaires ou incorporés à des immeubles par nature tels que des canalisations en amiant-ciment par exemple. Les opérations d'entretien ou de maintenance sur ces immeubles relèvent de ce logigramme.



1.3.2 Travaux préparatoires

Avant toutes démolitions, l'entrepreneur devra :

- s'assurer que les réseaux existants sont interrompus
- demander la fourniture des attestations de consignation des réseaux par le maître d'ouvrage (frais de coupure à charge du MOA)
- prévenir tous risques d'incendie, d'inondation ou de pollution
- garantir les tiers contre toutes gênes pouvant être causées par l'exécution des démolitions (projection de poussières par exemple)
- garantir les tiers contre tous risques d'accidents (chutes de matériaux, éclats...) par tous moyens appropriés (platelages, bâches, clôtures...)
- assurer toute signalisation préventive.

Pendant les travaux, la fermeture des propriétés devra être assurée, maintenue et entretenue.

Cette fermeture ne pourra être moindre que les existants, ou, le cas échéant, ne pas avoir une hauteur inférieure à 2.00m et sera de type clôture de chantier ajourées solidement menottées.

1.3.3 Garantie de résultat

L'entreprise garantit au maître d'ouvrage la conformité aux normes applicables.

Elle est en outre pleinement responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant. En particulier, du plan de retrait d'amiante prévu par le décret 96-98 du 7 février 1996.

Outre, le nettoyage intégral des matériaux et matériels ainsi que du bâtiment, de toutes salissures et poussières, l'assainissement final des zones concernées par ces travaux devra permettre d'atteindre un taux d'empoussièrement en fibres d'amiante, à la fois inférieur à N fibres/litre d'air et inférieur ou égal à celui mesuré avant travaux (point "zéro").

Les prélèvements libératoires et les analyses seront effectués par un laboratoire agréé dans les conditions prévues par le décret 96-98 du 7 février 1996. Les mesures, réalisées suivant la norme NFX 78-050, seront renouvelées jusqu'à obtention du résultat attendu.

Les analyses supplémentaires rendues nécessaires par le fait de l'entreprise lui seront imputées.

Les déchets doivent être conditionnés, transportés, éliminés dans des conditions propres à éviter toute atteinte à la santé publique et à l'environnement, tout en privilégiant leur valorisation conformément à la loi du 15 juillet 75, modifiée par la loi du 13 juillet 92 sur les déchets. L'entreprise devra fournir, lors de sa demande de réception, tous les certificats relatifs à ces opérations.

1.3.4 Conformité aux règlements, normes et règles de l'art

Les travaux et ouvrages exécutés seront conformes aux règlements, aux normes françaises, aux dtu, aux règles professionnelles en vigueur à la date de la remise de l'offre.

L'entreprise respectera la réglementation générale du travail et les textes et règlements spécifiques aux interventions en atmosphère confinée en présence d'amiante et notamment :

DÉCRETS :

- Décret 88-466 du 28 Avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante,
- Décret 96-97 du 7 février 1996 modifié par le décret n°97-855 du 12 septembre 1997 relatif à la protection
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
- Décret 2012-47 du 16 janvier 2012 complétant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire,
- Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations,
- Décret du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante



ARRÊTÉS :

- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis,
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante,
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante,
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage,
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »,
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant,
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant (rectificatif),
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif),
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant,
- Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Arrêté du 20 décembre 2017 relatif au modèle-type de la grille d'évaluation et au contenu du rapport de repérage prévus à l'article 4 du décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 dans le cadre du repérage de l'amiante à bord des navires,
- Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification,
- Arrêté du 20 juillet 2018 portant création du titre professionnel d'opérateur de chantier de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers,
- Arrêté du 20 juillet 2018 portant création du titre professionnel d'encadrant de chantier de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers,
- Arrêté du 20 juillet 2018 portant création du titre professionnel d'encadrant technique d'une opération de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers,
- Arrêté du 19 juin 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes,
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles



bâti,

- Arrêté du 01 octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits contenant de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ses analyses,
- Arrêté du 08 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis,
- Arrêté du 13 novembre 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les matériels roulants ferroviaires,
- Arrêté du 26 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses,

CIRCULAIRES :

- Circulaire 96-60 du 19/07/96 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment,
- Circulaire DPPR/SDPD 97-0320 du 12/03/97 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets- décret 96-98 relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante (j.o. du 8 février 1996).

1.3.5 Frais à prévoir par l'entreprise

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les travaux seront réalisés en une phase

- * L'ensemble des dépenses de fourniture et main d'œuvre nécessaire à la réalisation et la terminaison complète des travaux.
- * les frais de manutention du matériel, d'enlèvement et d'élimination des déchets.
- * Les frais de branchement électrique provisoire de chantier en liaison avec les services de l'EPSM.

1.3.6 Elimination des déchets

Les déchets amiantés devront être conditionnés de manière appropriée c'est à dire avec un double sac et un étiquetage spécifique, conforme au décret 88-486 du 28 avril 1998 relatif aux produits contenant de l'amiante. Ils devront être sortis de zone à chaque fin de poste et être stockés dans un endroit fermant à clé, qui les protège des agressions physiques et des intempéries (conteneur marine). Les sacs seront rangés correctement.

1.3.7 Etat des lieux

Un état des lieux initial contradictoire sera effectué en présence de l'entreprise, du maître d'ouvrage ou de son représentant et du maître d'œuvre.
En vue de la réception, une visite contradictoire des lieux et des installations conduira à la rédaction d'un procès-verbal de conformité qui sera accompagné du résultat d'analyse libératoire.

1.3.8 Transport, stockage, conservation

Sont compris :

- les transports à pied d'œuvre, les manutentions et le montage des matériaux et matériels y compris les matériels de manutention et de levage
- les stockages avec aménagement des zones affectées, y compris démontage et enlèvement des aménagements à l'achèvement de ses travaux (notamment le stockage des déchets dans un conteneur marine)
- toutes protections contre l'humidité et les intempéries, contre l'incendie et le vol, contre les chocs des matériels, des composants ou matériaux qu'il met en œuvre.
- tous les stocks nécessaires et suffisants pour assurer une parfaite continuité dans les protections individuelles et collectives.
- nettoyage des salissures sur voiries par les engins et camions du chantier



1.4 DEMOLITIONS TOTALES D'OUVRAGES

La démolition totale d'ouvrage comprendra, sauf spécification contraire précisée au descriptif :

- tous démontages, déposes et démolitions nécessaires à supprimer un ouvrage, quel qu'il soit, en surface
- toutes démolitions et terrassements nécessaires pour la suppression des fondations et autres enterrés, jusqu'à une profondeur de 1.50m en dessous du niveau du plancher le plus bas
- tous remblaiements de fosses, regards, caves, etc, ... en matériaux appropriés à la future destination des lieux et en dehors des volumes construits.

Afin de lutter efficacement contre les poussières, des dispositifs seront mis en oeuvre afin de capter et rabattre les éventuelles poussières générées pendant les interventions à savoir :

- Arrosage à la source depuis les engins dans le cas d'utilisation de pince à croquer.
- Brumisateurs en pied de chute des éléments démolis
- Arrosage des gravois lors des opérations de chargement.

1.5 TRAVAUX DE TERRASSEMENT

Si d'éventuels terrassements sont nécessaires dans le cadre des travaux de démolition (déblaiements, remblaiements, rampe d'accès, fouilles de dégagement...) ils seront exécutés suivant les prescriptions du DTU.

1.6 GRAVOIS - TERRE EXCEDENTAIRES

1.6.1 Gravois

Sauf spécification contraire au descriptif, l'entrepreneur devra l'enlèvement de tous les gravois résultant de ses démolitions, quelle que soit leur nature.

Tous les coltinages seront implicitement compris dans l'offre de l'entreprise.

Les matériaux récupérables (zinc, fer, etc,...) ne deviendront propriété de l'entrepreneur qu'une fois hors du chantier. Il sera interdit à l'entrepreneur de vendre les dits matériaux sur place, sachant que le chantier sera interdit au public.

Les gravois seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Il ne sera pas toléré une mise en dépôt excédant une semaine sur le chantier.

Il sera interdit de brûler des matériaux sur le chantier.

Les déchets seront triés directement sur le chantier sur une plateforme dédiée avec mise en place des bennes.

Un registre journalier relatif à l'évacuation des déchets sera mis en place par l'entreprise afin de garantir la traçabilité du mode de gestion des déchets (nature des déchets, date d'évacuation, tonnage, destination, ...).

1.6.2 Végétaux

Les végétaux non conservés seront enlevés dans les mêmes conditions que les gravois.

L'entrepreneur garantira à la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre que les travaux de dépose de végétaux seront conformes aux éléments du permis de construire.

1.6.3 Terres excédentaires

Les terres des fouilles seront évacuées aux décharges publiques, dito gravois.



1.7 RECEPTION DES OUVRAGES

1.7.1 Principe

Le présent lot devra provoquer la réception de ses travaux.

Celle-ci sera faite repliement total des matériels et engins afin de prévenir toutes reprises.

L'entrepreneur ne pourra arguer l'absence d'engins sur le chantier pour toute reprise qui lui serait demandée, aussi minime soit-elle.

1.7.2 Ouvrages démolis

Ils seront livrés à l'arase demandées, nettoyés et propres.

Le terrain y compris les accès au chantier seront remis en forme et dressé par le présent lot.

Dans tous les cas, les lieux empruntés pour la démolition seront débarrassés de tous gravois grossiers et autres ouvrages indésirables.

L'entreprise devra fournir un plan de récolement après démolition faisant apparaître les surfaces restantes ainsi que les niveaux d'arase du site.

1.7.3 Remblais

Ils seront arasés avec réservation d'une épaisseur permettant la mise en œuvre de terre végétale, ou de quelconques matériaux de finition (couche de fondation de voirie, pavage, enrobé, etc....).

Ils seront réalisés en calcaire concassé ou issu de broyage des gravats de démolition et exempt de toute impureté à l'usage auquel il est destiné.

Les matériaux seront obligatoirement soumis à l'approbation du maître d'œuvre avec présentation des justificatifs de qualité des matériaux.

1.8 PIECES PARTICULIERES

L'entrepreneur devra également consulter le PGC établi par le coordonnateur SPS (pièce contractuelle) et devra inclure dans son offre toutes les prestations dues à ce titre.

L'entreprise du présent lot et, ses soustraitants éventuels devront l'établissement du PPSPS et le fournir au coordonnateur dans les délais demandés.



2 CHAPITRE B PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 PREPARATION

2.1.1 Note préliminaire

Le descriptif n'est pas limitatif. Il appartient à l'entrepreneur de le compléter pour une exécution des ouvrages en tous points conformes aux règles de l'art.

Toutes les protections sur et aux abords du chantier, vis à vis des ouvriers et des tierces personnes, sont sous l'entière responsabilité et à la charge totale du présent lot.

2.1.2 Protection des végétaux

L'entreprise veillera à ne pas porter atteinte à un végétal, toute intervention sur les végétaux devra être soumise à autorisation du maître d'ouvrage.

L'entreprise devra la protection des arbres existants conservés par la mise en place de fourreau enroulés autour des troncs jusqu'à une hauteur de 3m (suivant hauteur des troncs).

Les arbustes et arbres les plus proches du bâtiment seront soigneusement taillées en début de chantier pour éviter les dégâts qui pourraient leurs être occasionnés par les engins de chantier

La remise en état des éventuels dommages causés aux ouvrages et espaces verts seront à la charge de l'entreprise intervenante conformément au cahier des charges de la protection des végétaux de la MOA.

La protection mise en place devra être conservée durant toute la durée du chantier.

2.1.3 Travaux préparatoires

Suivant prescriptions du chapitre A prescription techniques générales :

- * fermeture du site par clôtures de 2.00ml de hauteur (bâtiment + zone chantier) et portail d'accès. Un cadenas sera mis en place.
- * signalisation d'information, réglementaire (+ préventive spécifique au désamiantage/déplombage par le présent lot)
- * Bungalow de chantier comprenant une roulotte réglementaire avec espace sanitaires + réfectoire pour les ouvriers avec équipement mobilier. La roulotte pourra être utilisée pour les réunions de chantier.
- * Plateforme de répartition en calcaire pour protection des voiries en enrobés au droit du passage des pelles mécaniques (compris enlèvement en fin de chantier)
- * Installation des bennes réglementaires de chantier avec tri sélectif.
- * branchements, raccordements sur armoire générale du présent lot depuis les départs mis à disposition par le maître d'ouvrage.
- * démarches administratives et juridiques
- * constat d'huissier
- * nettoyage complet des lieux de tous les divers détritres présents sur le site avec évacuation en centre de déchets approprié
- * neutralisation et déconnexion des réseaux existants du bâtiment par le présent lot (EU/EP/AEP). L'électricité sera consignée par les services techniques de l'EPSM à la fin du pré-curage du mobilier par le présent lot.

Plan de circulation EPSM :

L'entreprise se conformera au plan de circulation de l'EPSM dans l'emprise complète du site

Il est rappelé que les engins de chantier et camions d'évacuation ne seront pas autorisés à circuler le long du bâtiment Cuisine.

Dans le cas de manœuvre d'engins en dehors de l'emprise chantier, un homme trafic sera impérativement mis en place.

L'entreprise du présent lot devra être autonome pendant toute la durée de ses travaux.

Alimentation en eau du chantier :

- A reprendre sur regard de visite dans l'espace vert (suivant plan de principe installation de chantier en annexe)



Évacuation EU de chantier :

- A reprendre sur tampon existant dans l'espace vert (suivant plan de principe installation de chantier en annexe)

Alimentation en électricité du chantier (base vie + travaux) :

Elle sera réalisée par du personnel qualifié en électricité pour ce type de prestation

1) En phase pré-curage du mobilier, les alimentations électriques situées dans le bâtiment pourront être utilisées

2) La MOA procèdera à la consignation électrique du bâtiment juste avant l'intervention de désamiantage

3) Pour la suite des travaux et l'alimentation de la base vie :

L'entreprise du présent lot devra réaliser une installation électrique conforme aux normes par l'installation d'une armoire de chantier étanche spéciale extérieure et le câblage de section appropriée aux puissances dont l'entreprise aura besoin.

Elle se raccordera sur le disjoncteur à disposition dans l'armoire principale du bâtiment situé juste à côté (bat 67 sur PIC) avec cheminement dans le sous-sol. A disposition dans l'armoire de 160 à 400A TRI.

Le cheminement dans le sous-sol devra être balisé par rubalise précisant "danger câble sous tension".

L'alimentation sera amenée jusqu'au chantier par traversées aériennes au-dessus de la voirie sur mats solidement lestés à charge du présent lot.

L'armoire de chantier devra impérativement être équipé d'un différentiel adapté à la puissance du chantier. Une attestation de conformité délivrée par un organisme habilité sera transmise avant mise sous tension. (Intervention à charge du présent lot)

Une attention toute particulière sera menée pour qu'en aucun cas l'installation de chantier et le branchement électrique ne perturbe le fonctionnement des Cuisines.

2.1.4 Dépose du mobilier existant non réemployé

L'entreprise devra l'enlèvement complet des éléments présents à l'intérieur du bâtiment qui ne seront pas réutilisés par la maîtrise d'ouvrage.

Préalablement à la remise de son offre, l'entreprise devra effectuer une visite complète des bâtiments à déconstruire pour bien appréhender l'ampleur des éléments à évacuer.

Aucun frais complémentaire ne sera accepté pendant le chantier pour absence de viste.

2.2 Travaux liés à l'amiante et au plomb

Les travaux de dépose et d'évacuation des matériaux amiantés seront réalisés préalablement à la démolition générale et la purge des bâtiments.

Pour la dépose des éléments avec présence d'amiante (repérage suivant les rapports APAVE joints au présent dossier), il est prévu au présent lot l'ensemble de la dépose, selon les normes et les décrets en vigueur, d'équipements spécifiques à base d'amiante ou de plomb, des matériaux repérés par l'investigation de l'organisme agréé.

Ces travaux seront réalisés après l'élaboration d'un plan de retrait et les accords administratifs selon dispositions précédentes.

Un périmètre de sécurité sera mis en place durant la durée des travaux de désamiantage. Les protections individuelles du personnel seront fournies ainsi que la fiche de visite médicale pour chacun des intervenants prévue avant et après les travaux.

L'entreprise réalisant les travaux de désamiantage étant qualifiée pour les travaux réalisés

Les éléments amiantés seront conditionnés et étiquetés. Les procès verbaux de traitement en décharge seront fournis.

Sont concernés les matériaux repérés dans les rapports listés au paragraphe "Etendue des travaux" du chapitre A :

Les travaux de désamiantage et déplombage comprendront notamment :

Les installations de confinement, de sécurité et de protection dont les prélèvements d'air et contrôle des taux d'amiantes présent dans les volumes actuels, l'isolement des zones de travail, l'utilisation d'aspirateur à filtration, les équipements de travail, l'application de fixateur de fibre selon nécessité et en fin de travaux les démontages et enlèvement des installations, la réalisation de prélèvements d'air dans le volume initialement contrôlé pour comparaison des valeurs recueillies et le nettoyage final.



L'entreprise fournira l'ensemble des justificatifs et bordereaux de suivi de déchets pour chaque type de matériaux concernés

Les rapports, une visite sur site et le présent CCTP seront pris en compte pour l'ensemble du devis remis par l'entreprise

DECHETS ISDD (Classe 1)

Le titulaire assure la traçabilité des déchets par l'intermédiaire d'un bordereau de suivi des déchets amiantés.

Les déchets amiante sont à évacuer vers site de stockage de déchets dangereux (Classe1).

Les déchets sont évacués au fur et à mesure de leur production.

Le conditionnement, le stockage et le transport des déchets sont réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

DECHETS ISDND (Classe 2)

Tous gravois de sols, de couverture, de joints, de faux plafond, de canalisations ou autres à base d'amiante devront être conditionnés et mis en décharge agréée suivant les réglementations en vigueur.

En cas de découverte de matériaux amiantifères non répertoriés dans le document de l'appel d'offre, l'entrepreneur du présent lot devra réaliser un plan de retrait complémentaire au plan de retrait initialement établi, qu'il transmettra aux autorités compétentes, l'enlèvement de ces matériaux devant se faire dans le respect des normes en vigueur concernant le retrait de matériaux amiantifères et l'élimination de ces déchets. Ces travaux revenant à l'entreprise titulaire du présent lot.

L'entreprise devra faire signer par le Maître d'Ouvrage les bons de transport et de mise en décharge des produits issus de la démolition.

Les fiches de suivi de déchets seront conservées et remises dans le dossier d'ouvrage exécuté en fin de chantier.

Les gravois de démolition, ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique, à toute distance et par tous moyens. Ceux-ci devront être éliminés dans les décharges adaptées au type de déchets

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc., qui seront à sa charge.

Le titulaire assure la traçabilité des déchets par l'intermédiaire d'un bordereau de suivi des déchets amiantés.

Seul les déchets amiante ciment ayant gardé leur intégrité sont dirigés vers un centre de stockage de classe 2.

Le conditionnement, le stockage et le transport des déchets sont réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

2.3 TRAVAUX DE DEPLOMBAGE

2.3.1 Méthodologie d'exécution

L'Entreprise consignera dans un document les modes opératoires de retrait du plomb choisis et les motivations de ces choix en fonction des caractéristiques du site.

2.3.2 Dépose d'ouvrage plombés

Les ouvrages revêtus de peinture contenant du plomb et qui peuvent être déposés feront l'objet d'une évacuation vers les centres de traitements spécialisés :

- les châssis métalliques, leurs accessoires et les vitrages
- les gardes-corps
- les barreaux de sécurité
- les portes et bâti

L'entreprise aura à sa charge la protection provisoire des trémies et ouvertures générées par la dépose des ouvrages contre les risques de chutes et d'intrusion dans le bâtiment.

2.3.3 Dépose de revêtement plombés

Dépose de revêtements plombés par la méthode décrite par l'Entreprise dans sa méthodologie.

Le revêtement à déposer est une peinture, en œuvre sur les subjectiles suivants :

- Brique / Pierre
- Plâtre



- Bois
- Métal

2.4 TRAVAUX DE DESAMANTAGE

2.4.1 Plan de retrait

Rédaction par l'entreprise du PDRE en précisant les points suivants à minima :

- la localisation de la zone à traiter
 - les quantités d'amiante manipulées
 - le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés
 - la date de commencement et la durée probable des travaux
 - le nombre des travailleurs impliqués sur le chantier
 - le descriptif du ou des processus mis en œuvre
 - le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre
 - les modalités des contrôles d'empoussièrement
 - les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux
 - les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets
 - les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements
 - les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets
 - les durées et le temps de travail déterminés
 - les dossiers techniques
 - les notices de poste
 - un bilan aérodynamique prévisionnel (pour les travaux réalisés avec confinement)
 - la liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier
- (Avec dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, dates de visites médicales, nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, les dates de validité de leur formation)

Le plan de retrait est adressé par l'entreprise depuis la plateforme DEMAMIANTE avec accusé de réception ou au moyen au minimum 30 jours avant le début des travaux à l'inspection du travail, à la CARSAT et à l'OPPBT. Un exemplaire du plan de retrait est à adresser au Maître d'Ouvrage, au AMO 10 jours avant l'envoi aux organismes de prévention.

2.4.2 Confinement

L'entreprise choisira la position de ses 'installation et de son sas d'accès en fonction des zones à déposer :

Les différents accès qui ne seront pas utilisés feront l'objet d'un confinement étanche (calfeutrement des joints par ruban adhésifs et film polyane 200 microns)

La zone de travail obtenue sera hermétique afin de retenir les poussières générées par les travaux.

Un test d'étanchéité par fumée pour vérifier le caractère hermétique de la zone confinée sera réalisé par l'entreprise. Les fissures et percements communiquant avec l'extérieur ou avec les locaux mitoyens sont obstrués par de la mousse expansive ou enduit (plâtre) ou contreplaqué.

L'entreprise vérifiera à sa charge pendant toute son intervention la bonne tenue du confinement.

En fonction du procédé qui sera choisi par l'entreprise, il pourra être étudié la possibilité de raisonner par zone et non par confinement du bâtiment complet dans le respect du calendrier général des travaux.

2.4.3 Sas

L'entreprise installera au droit de l'accès choisi, un sas à 5 compartiments comprenant de l'intérieur vers l'extérieur (zone sale / douche sale / sas transitoire / douche propre / zone propre)

La jonction avec le confinement sera assurée par film polyane et ruban adhésif spécial.

Le sas sera mis en dépression par un extracteur d'air.

La prestation comprend les branchements d'adduction d'eau et d'évacuation pour les douches.



2.4.4 RETRAIT DE CANALISATION EN AMIANTE CIMENT

Retrait de canalisation et caniveaux en amiante ciment en raison de la présence de fibres d'amiante type chrysotile.

Les installations de chantier, le confinement des locaux, le processus de retrait, les mises en œuvre de protections collectives et individuelles sont dues par le titulaire du présent marché suivant l'empoussièrement estimé attendu dans son évaluation du risque.

Ces dispositions sont précisées par l'entreprise dans son plan de retrait.

Le titulaire met en œuvre le processus de retrait des MCA permettant l'émission de fibres, techniquement la plus faible possible pour toute la durée de son intervention.

L'intervention est réalisée dans le cadre du décret du 4 mai 2012 dans le cadre de la sous-section 3.

Les protections individuelles (Protections corporelles et Appareils de Protection Respiratoires) sont définies et mise en œuvre conformément aux dispositions édictées à l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les protections collectives sont définies et mises en œuvre conformément aux dispositions édictées à l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les déchets et consommables usagés seront évacués sous forme de « big bags » portant l'inscription « amiante ».

2.4.5 RETRAIT DE COUVERTURE AMIANTE CIMENT

Retrait de couverture plaque ondulées de type fibre-ciment en raison de la présence de fibres d'amiante type chrysotile.

Les installations de chantier, le confinement des locaux, le processus de retrait, les mises en œuvre de protections collectives et individuelles sont dues par le titulaire du présent marché suivant l'empoussièrement estimé attendu dans son évaluation du risque.

Ces dispositions sont précisées par l'entreprise dans son plan de retrait.

Le titulaire met en œuvre le processus de retrait des MCA permettant l'émission de fibres, techniquement la plus faible possible pour toute la durée de son intervention.

L'intervention est réalisée dans le cadre du décret du 4 mai 2012 dans le cadre de la sous-section 3.

Les protections individuelles (Protections corporelles et Appareils de Protection Respiratoires) sont définies et mise en œuvre conformément aux dispositions édictées à l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les protections collectives sont définies et mises en œuvre conformément aux dispositions édictées à l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les déchets et consommables usagés seront évacués sous forme de « big bags » portant l'inscription « amiante ».

2.4.6 RETRAIT DE MATERIAUX BITUMINEUX

Retrait de revêtement bitumineux noir amianté sur plancher en raison de la présence de fibres d'amiante type chrysotile.

Les installations de chantier, le confinement des locaux, le processus de retrait, les mises en œuvre de protections collectives et individuelles sont dues par le titulaire du présent marché suivant l'empoussièrement estimé attendu dans son évaluation du risque.

Ces dispositions sont précisées par l'entreprise dans son plan de retrait.



Le titulaire met en œuvre le processus de retrait des MCA permettant l'émission de fibres, techniquement la plus faible possible pour toute la durée de son intervention.

L'intervention est réalisée dans le cadre du décret du 4 mai 2012 dans le cadre de la sous-section 3.

Les protections individuelles (Protections corporelles et Appareils de Protection Respiratoires) sont définies et mise en œuvre conformément aux dispositions édictées à l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les protections collectives sont définies et mises en œuvre conformément aux dispositions édictées à l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les déchets et consommables usagés seront évacués sous forme de « big bags » portant l'inscription « amiante ».

2.4.7 DECHETS EN ISDD CLASSE 1

DECHETS ISDD (Classe 1)

Le titulaire assure la traçabilité des déchets par l'intermédiaire d'un bordereau de suivi des déchets amiantés.

Les déchets amiante sont à évacuer vers site de stockage de déchets dangereux (Classe1).

Les déchets sont évacués au fur et à mesure de leur production.

Le conditionnement, le stockage et le transport des déchets sont réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'entreprise devra faire signer par le Maître d'Ouvrage les bons de transport et de mise en décharge des produits issus du désamiantage.

Les fiches de suivi de déchets seront conservées et remises dans le dossier d'ouvrage exécuté en fin de chantier.

2.4.8 DECHETS EN ISDND CLASSE 2

DECHETS ISDND (Classe 2)

Seul les déchets amiante ciment ayant gardé leur intégrité sont dirigés vers un centre de stockage de classe 2.

Le conditionnement, le stockage et le transport des déchets sont réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

En cas de découverte de matériaux amentifères non répertoriés dans le document de l'appel d'offre, l'entrepreneur du présent lot devra réaliser un plan de retrait complémentaire au plan de retrait initialement établi, qu'il transmettra aux autorités compétentes, l'enlèvement de ces matériaux devant se faire dans le respect des normes en vigueur concernant le retrait de matériaux amentifères et l'élimination de ces déchets. Ces travaux revenant à l'entreprise titulaire du présent lot.

L'entreprise devra faire signer par le Maître d'Ouvrage les bons de transport et de mise en décharge des produits issus du désamiantage.

Les fiches de suivi de déchets seront conservées et remises dans le dossier d'ouvrage exécuté en fin de chantier.

2.4.9 DECOUVERTE D'ELEMENTS AMIANTES NON REPERTORIES

En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir des fibres amentifères et qui ne seraient non répertoriés dans le document de l'appel d'offre, l'entrepreneur devra en prévenir le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage en vue de procéder aux analyses complémentaires par un diagnostiqueur agréé.

Le présent lot aura la charge du retrait des dits matériaux qui en ressortirait positif aux fibres amentifères et devra réaliser un plan de retrait complémentaire au plan de retrait initialement établi, qu'il transmettra aux autorités compétentes, l'enlèvement de ces matériaux devant se faire dans le respect des normes en vigueur concernant le retrait de matériaux amentifères et l'élimination de ces déchets. Ces travaux revenant à l'entreprise titulaire du présent lot.

L'entreprise devra faire signer par le Maître d'Ouvrage les bons de transport et de mise en décharge des produits issus du désamiantage.



Les fiches de suivi de déchets seront conservées et remises dans le dossier d'ouvrage exécuté en fin de chantier.

2.5 Rapport final d'intervention

A l'issu des travaux, l'entreprise transmettra le rapport final d'intervention contenant les éléments suivants :

- Le repérage des démolitions (réalisé en début de mission)
- Le plan de retrait présenté et validé par les organismes
- Le journal de chantier
- L'ensemble des analyses et consignations du chantier
- Les bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante (BSDA) et les bordereaux des autres déchets du chantier y/c liaison à la plateforme trackdéchets de la maîtrise d'ouvrage

2.6 DECONSTRUCTION

2.6.1 Note préliminaire

Le descriptif n'est pas limitatif. Il appartient à l'entrepreneur de le compléter pour une exécution des ouvrages en tous points conformes aux règles de l'art.

Toutes les protections sur et aux abords du chantier, vis à vis des ouvriers et des tiers personnes, sont sous l'entière responsabilité et à la charge totale du présent lot.

2.6.2 Déconstruction

Principe général:

Toutes les superstructures et infrastructures existantes seront entièrement démolies et l'emprise du sous-sol remblayé.

(bat 36 Pharmacie + local annexe)

Démolitions pour suppression totale :

Démolition par tout moyens appropriés, y compris toutes sujétions d'exécution, pour:

- * toutes superstructures (murs maçonnés, châssis, couverture, escalier maçonné, charpente métallique ou bois, ...)
- * toutes infrastructures (fondations, dallages, réseaux enterrés, ...)
- * tout les équipements d'électricités et plomberie (canalisations, appareillages, supportages, ...)
- * tous aménagements et équipements immobiliers intérieurs / extérieur (cloisons, portes, plafonds, ...)
- * tous revêtements de surface (carrelage, faïence, papiers peints, revêtements de sols, ...)

2.6.3 Gravois et terres excédentaires

Enlèvement de tous gravois à la charge du présent lot, végétaux et terres excédentaires aux décharges publiques. Les retraits se feront dans des sites de déchets appropriés au type de déchets et gravats évacués.



2.7 VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS

2.7.1 Précisions de réemploi par la maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de son marché, l'entreprise prendra en compte les demandes suivantes de la maîtrise d'ouvrage visant à réemployer une partie des matériaux issus de la déconstruction à savoir :

- Les bordures T2 seront amenées jusqu'à la plateforme déchets vert de l'EPSM.
- Mise à disposition d'environ 200 m3 de gravats concassés avec transport jusqu'à la plateforme déchets vert de l'EPSM.

2.7.2 Terrassements périphériques

Nettoyage général du terrain par décapage des végétaux non conservés matérialisés par l'EPSM avant l'intervention. Déblaiement pleine masse de manière à obtenir une plateforme dressée uniforme y compris au droit des éléments enterrés: cuves éventuelles, fosses regards, canalisations, etc...

2.7.3 Dépose de bordures T2

Les travaux comprennent :

- les découpes préalables des revêtements délimités à la scie à sol
- la dépose des bordures et caniveaux de tous types, y compris démolition des fondations béton
- le cas échéant, le démontage préalable de tous les ouvrages de réception des eaux pluviales, tels que bouches d'égout, avaloirs, gargouilles, etc. avec tous leurs accessoires, la démolition des regards mis hors service
- le comblement des fouilles de démolition en grave tout-venant soigneusement compactée
- le chargement et l'évacuation à l'avancement des produits de démolition vers la plateforme espaces vert de l'EPSM. Ou centre de recyclage agréés.

Localisation :

Suivant plans,

bordures T2 formant délimitation entre espace vert et voirie à l'arrière du bâtiment 36 / local annexe

bordures T2 devant l'entrée du bâtiment 36

2.7.4 Dépose des revêtements de voiries

Les travaux comprennent :

- les traçages et découpes préalables à la scie à sol des zones à démolir
- la démolition des revêtements et couches de structures par tous moyens
- le chargement et enlèvement des gravois hors du chantier en installations de stockage contrôlées ou centres de valorisation agréés, au choix de l'entrepreneur (tous droits de décharge et autres autorisations à la charge de l'entrepreneur)
- le balayage des surfaces après démolition

Localisation :

Voirie à l'arrière du bâtiment 36 y compris au pourtour du candélabre existant



2.7.5 MODIFICATION RESEAUX EAUX PLUVIALES

2.7.5.1 Dépose de réseaux existants non conservés

Les travaux comprennent :

- les découpes préalables des revêtements délimités à la scie à sol
- la dépose des bordures et caniveaux de tous types, y compris démolition des fondations béton
- le démontage préalable de tous les ouvrages de réception des eaux pluviales, tels que bouches d'égout, avaloirs, gargouilles, etc. avec tous leurs accessoires, la démolition des regards mis hors service
- l'enlèvement et le démontage des différentes canalisations abandonnées ou non réemployées dans le cadre du projet
- le comblement des fouilles de démolition en grave tout-venant soigneusement compactée
- le chargement et l'évacuation à l'avancement des produits de démolition vers centre de recyclage agréés ou installations de stockages contrôlées.

Localisation :

Suivant plans,

Ensemble des réseaux repérés en rouge comme démolis dans l'emprise du chantier

2.7.5.2 Regard de raccordement

Création d'un regard de branchement pour reprise des eaux pluviales depuis les réseaux existants.

Les regards de branchements seront préfabriqués et étanches. Ils devront satisfaire aux prescriptions de la norme NF-P 16-343. Ils auront un diamètre intérieur de 400 mm.

La cunette sera préfabriquée (béton ou PVC) munie de raccords à joints souples.

Les tampons de fermeture seront en fonte et étanches, de classe B 125 et devront satisfaire aux prescriptions de la norme EN 124.

Localisation :

Suivant plan,

Reprise du réseau EP en partie Nord

2.7.5.3 Canalisations

Depuis la grille existante jusqu'au regard de raccordement à créer, fourniture et pose en tranchées de canalisations en PVC canalisations en PVC R de Ø dit existant., marquage EP, lit de pose et enrobage en sable, compris tous accessoires (tés, coudes, culotte de branchement, etc...) et toutes sujétions de liaisonnement aux réseaux existants. Elle répondront à la norme NF P 16 352.

Localisation :

Suivant plan,

Reprise du réseau EP en partie Nord

2.7.6 MODIFICATION RESEAU AEP

2.7.6.1 Citerneau

Fourniture et pose d'un citerneau de type regard abri compteur en polypropylène recyclé, au droit du tuyau PE laissé en attente par l'EPSM.

Compris toutes sujétions de terrassement et pose dans zone en espace vert.

Localisation :

Suivant plan,

Au droit de l'arrivée d'eau laissée en attente au Sud.



2.7.7 MODIFICATION RESEAUX ELEC

2.7.7.1 Conservation de réseaux informatiques

Dans l'emprise du bâtiment à démolir, des réseaux existants de type informatique seront à conserver en service. De ce fait, l'entreprise du présent lot devra prévoir :

- la mise en sécurité des câbles repérés par le service informatique de l'EPSM (avant démarrage des travaux) avec déconnexion des fixation au plancher et murs.
- la fourniture et la pose de gaines enrobant les réseaux pour mise en place dans une future tranchée lors du remblaiement
- la fourniture et la pose de chambres de tirage type L1T en entrée et sortie de l'ancien bâtiment
- la mise en place de grillage avertisseur de couleur normalisée
- le remblaiement de la tranchée

Localisation :

Suivant plans,

En sous-sol du bâtiment 36

2.7.7.2 Dépose d'alimentations électriques enterrées

L'entreprise du présent lot devra la suppression du câble d'alimentation électrique du bâtiment dans l'emprise du chantier et partant du bâtiment 42.

Il sera préalablement consigné par la maîtrise d'ouvrage.

Localisation :

Suivant plans,

Alimentation du bâtiment partant du bâtiment 42

2.7.8 Remblaiement des vides

Remblaiements des vides et excavations en graves concassés granulométrie inférieur à 80 mm ou produit sain de démolition ramené à la même dimension.

Exécution avec terrassement naturel à l'engin de manière à éviter toute formation de poche.

Dressage et compactage de la grave concassé en vue d'apport en terre végétale sur 50 cm minimum au dessus du remblaiement.

2.7.9 Apport de terre végétale 50cm

L'entrepreneur fournira sur le chantier la terre végétale y compris les amendements nécessaires au bon achèvement des travaux.

Elle présentera une épaisseur de 50cm non foisonnée et étalée sur la totalité de l'emprise des futurs espaces verts avec raccords vers les espaces existants.

L'entrepreneur est alors tenu de faire connaître et accepter par le maître d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage, avant la fourniture, le lieu d'extraction et l'analyse physico-chimique d'un échantillon moyen représentatif.

2.7.10 Rapport final d'intervention

A l'issu des travaux, l'entreprise transmettra le rapport final d'intervention contenant les éléments suivants :

- Le repérage des démolitions (réalisé en début de mission)
- Le plan de retrait présenté et validé par les organismes
- Le journal de chantier
- L'ensemble des analyses et consignations du chantier
- Les bordereaux de suivi des déchets
- Le plan des réseaux modifiés avec les altimétries et leur position (recollement sur le plan général des réseaux de l'EPSM)